

Ceuta - Melilla et les enjeux des relations hispano-marocaines

Mohammed BOKBOT
Faculté des lettres Saïs, Fès

La réaction marocaine à la visite récente¹ du Roi Juan Carlos aux deux présides occupés a surpris plus d'un en Espagne et au Maroc, surtout que les événements se sont précipités aboutissant au rappel de l'ambassadeur marocain, au moment où les relations entre les deux gouvernements ont atteint un niveau élevé de coopération et de cordialité après les événements de l'îlot Taoura/Perejil pendant l'été 2002. Cela prouve encore une fois que la situation autour du détroit de Gibraltar peut vite se dégrader vers la confrontation si les crises entre les deux pays riverains ne trouvent pas de solutions justes.

La surprise des uns et des autres est due à mon sens au fait de ne pas prendre en considération le poids de l'Histoire dans les relations entre le Maroc et l'Espagne, ainsi que les enjeux politiques internes de chacun des deux pays.

Il est clair que le gouvernement espagnol s'est habitué au calme et à la stabilité qui ont caractérisé la gestion des relations bilatérales depuis plus d'un quart de siècle, marqué par la priorité du problème du Sahara pour la diplomatie marocaine, et une évaluation réaliste des rapports de force et la conjoncture mondiale de la part du Maroc, qui du temps du roi Hassan II a relégué la question des présides au second plan dans ses relations avec l'Espagne.

Revenant au rôle suscité de L'histoire, il est incontestable que celle-ci offre des munitions à tout le monde, permettant de se bombarder à loisir. Et après tant d'échauffements, on ne sait pas quel nord la boussole décidera d'indiquer.

¹ Visite effectuée le 5 novembre 2007.

En effet le recours à l'histoire est à même de satisfaire l'orgueil national de chaque partie, ce qui explique la complexité de leur voisinage, loin des considérations géostratégiques.

Les marocains rappellent à celui qui l'oublie la présence lointaine marocaine à Al Andalous, caractérisée par l'essor d'une brillante civilisation. Quant aux espagnols, leur inconscient collectif est marqué par les souvenirs de la lointaine Reconquista. L'histoire récente elle aussi offre aux deux parties de quoi satisfaire leur orgueil : si les espagnols évoquent leur occupation du nord et du sud du Maroc, les marocains invoquent leur résistance à la conquête qui a atteint son point culminant quand Ben Abdelkrim al Khattabi fit subir une cuisante et humiliante défaite à l'armée espagnole à Anoual en 1921.

Entre ces deux phases de l'histoire, beaucoup d'événements se sont produits autour de Ceuta et Melilla, démontrant bien l'infondé d'une déclaration espagnole prétendant que la prise de Ceuta s'est produite avant l'existence de l'état marocain.

En effet les portugais se sont emparés du préside en 1415, pour passer sous domination espagnole en 1640, et depuis, les sultans marocains de leur part n'ont pas épargné leurs efforts pour le récupérer, pour une raison essentielle qu'il faut prendre en considération afin de comprendre leurs tentatives: il s'agit d'un devoir primordial de chaque gouvernant en terre d'Islam, celui de défendre la terre d'Islam et mener le Jihad pour la libérer comme condition *sin qua none* de toute légitimité politique.

Ainsi, les sultans successifs tenaient à lancer des campagnes militaires contre les présides. Il suffit de rappeler celles organisées depuis l'avènement de la dynastie actuelle : le troisième sultan Alaouite Mawlay Ismail (1672- 1727) organisa des milices de Moujahidines aux côtés des troupes régulières, chargées de surveiller et de harceler les places occupées, contribuant effectivement à libérer quelques unes d'entre elles, telles Tanger d'où les Anglais sont expulsés en 1684, et Larache reprise sur les Espagnols en 1689. Ce même sultan déploya

des efforts pour reprendre les places septentrionales, notamment Ceuta qu'il assiégea à partir de 1694 jusqu'à sa mort en 1727.

D'autre part il entama des relations diplomatiques avec la France et l'Angleterre visant à les amener à s'allier avec lui contre l'Espagne².

Durant le règne de son neveu Mohamed III (1757-1790), et malgré le traité de paix et de commerce signé avec le roi Carlos III en 1767 et le renforcement des relations commerciales entre les deux pays, le sultan décida d'assiéger Melilla en 1774-1775, malgré les rumeurs qui ont couru qu'il allait attaquer Ceuta. Après l'échec du siège, le sultan déploya des efforts diplomatiques qui ont abouti à la signature de la convention d'Aranjuez en 1780, marquant un tournant dans l'intérêt du Makhzen aux présides et enclaves espagnols³.

Cette convention a posé les bases des relations hispano-marocaines établies sur la paix et l'amitié. L'article additionnel 5 de ladite convention stipule même une certaine alliance entre les deux monarques au cas où l'un d'eux entrerait en guerre contre des tiers⁴ !

Il est extrêmement significatif à cet égard de rapporter le dialogue entre le sultan marocain et son ministre Az Zayani. Ayant été interrogé sur ce que disent les gens à propos des sommes colossales d'argent que Mohamed III envoyait à Istanbul pour soutenir l'effort de guerre ottoman contre les Russes, le ministre n'a pas hésité à répondre au sultan : « ils disent qu'il aurait mieux valu que cet argent soit destiné au jihad au Maroc. Il (sultan) a rit et dit : et quel jihad il y a au Maroc ? j'ai dit : Sebta, Melilia, Badis et Nekkour (petits îlots sur la côte nord) . il a dit : il n'y a pas d'intérêt à habiter ces trois villages, en effet Cebta est le centre du sol du Maroc, mais il ne la combattrait qu'un fou ou un ignorant,

² Abel Boutin, les traités de paix et de commerce de la France avec la Barbarie, Paris, 1902, p. 560.

³ Pour plus de détails, voir Bokbot Med, les réformes politiques et économiques du Sultan Sidi Med B. Abdallah, mémoire de D.E.S es histoire, 1987, faculté des Lettres Dhar Mehraz, Fès, dactylographié, (en Arabe)

⁴ Caillé J., les accords internationaux du sultan Sidi Mohamed ben Abdellah, p. 236.

et nulle guerre contre elle n'aboutira et il n'en résultera que l'insulte à l'islam, il vaut mieux la laisser tomber »⁵.

Après la mort de Mohamed III, le règne de son fils et successeur Mawlay El Yazid s'inaugure par une précipitation douloureuse des événements, amenant le sultan à attaquer Ceuta en 1790, mais la détérioration des relations fut brève, vu que le sultan mourut en 1792. Ainsi prend fin une période tourmentée dont les événements ont prouvé la fragilité de la stabilité et de la paix sur les rives du détroit, ainsi que le poids des intérêts et l'importance des enjeux⁶.

Ces réalités furent à notre sens derrière le choix politique de Mawlay Slimane qui a succédé à son frère Al Yazid, en l'occurrence la signature du traité de 1799 avec l'Espagne, posant ainsi les bases des relations amicales entre les deux pays durant la première moitié du XIX^e siècle, caractérisée par des défis internes et externes, ce qui explique le désintérêt du sultan des présides espagnols. Mais il est également significatif de signaler que les tribus marocaines voisines aux présides n'ont jamais baissé la garde chaque fois que le Makhzen donne des signes de faiblesse.

Après la prise d'Alger par les français en 1830, le Maroc s'est trouvé dans le collimateur des puissances coloniales ayant exercé des pressions redoutables sur ses sultans le long du XIX^e siècle. L'Espagne saisit l'occasion de la défaite du Maroc face aux français à Isly pour occuper les îles Moulouya/Zaffarinas en 1848, puis imposa la guerre de Tétouan en 1859-1860 qui fut fatale à la souveraineté marocaine, poussant ainsi le pays à s'enliser dans une crise structurelle le conduisant irréversiblement vers le protectorat au début du XX^e siècle.

Il est également intéressant de noter qu'après l'indépendance en 1956, l'état et les partis nationalistes marocains ont continué à revendiquer la

⁵ Az Zayani, Atturjmana al Koubra, Rabat, 1991, p. 131. (en arabe).

⁶ Pour plus de détails voir Bokbot Med, l'ambassade de Mohamed Ibn 'Uthmane al Meknassi à Istanbul, publications de la faculté des lettres Saïs, 2004 (en arabe)

libération des autres territoires occupés, Ifni, Tafaya, le Sahara occidental, Ceuta, Melilla et les îlots méditerranéens, et ce à travers les voies pacifiques et juridiques.

De ce bref aperçu historique, il en sort que la question des places et territoires occupés fut à travers les siècles sensible du point de vue politique, car elle dépend du champ de la légitimité.

Maintenant, qu'en est-il de la réaction suscitée par la visite du Roi Juan Carlos aux deux présides ?

Les facteurs sont divers, entre autres d'après la version officielle marocaine, la décision espagnole de rompre un statu quo tacite, consistant à éviter de tels gestes de souveraineté tant que le différent subsiste. De là à comprendre le silence du Maroc officiel lors de la visite du premier ministre José Luis Zapatero à Ceuta en février 2006. Mais la presse marocaine indépendante n'a pas hésité justement à poser la question sur ce silence, soulignant bien que le président du gouvernement espagnol est une personnalité représentant la souveraineté nationale lui aussi.

Ceci dit, il paraît que ce motif ne tient pas bon, puisque la souveraineté espagnole s'exerce avec la visite des hautes personnalités de l'état ou non, ce qui laisse entrevoir d'autres motifs.

Les échos de cet événement dans la presse marocaine sont significatifs à cet égard. Ils varient entre l'alignement total sur la position officielle et une certaine approche indépendante et critique.

Beaucoup d'articles ont soulevé les différents aspects du problème, pour aboutir à une approche globale qui prend en compte les enjeux des relations entre les deux pays dans leur totalité. On peut en déduire que la réaction marocaine qui a surpris le gouvernement et l'opinion espagnols trouve son explication dans le sentiment de frustration qu'éprouve le Maroc officiel envers son voisin du nord, et à la conjoncture difficile que traverse le pays en ce moment.

Il est à noter que le Maroc croit qu'il est en train d'accomplir avec beaucoup de zèle et succès ses engagements envers l'Espagne, en l'occurrence barrer la route aux flux migratoires illégaux, combattre le trafic de drogue et collaborer dans la lutte anti-terroriste.

Certes, le gouvernement socialiste espagnol pour sa part mène une politique de rapprochement et de collaboration bénéfique pour les deux parties. Mais la position espagnole dans le dossier du Sahara reste floue, puisque le gouvernement espagnol annonce qu'il comprend l'attitude du Maroc, mais continue en même temps à satisfaire la position de l'Algérie, qui joue la carte du gaz pour faire pression sur Madrid à propos de ce dossier. Cependant, La priorité du Sahara contraint le Maroc à faire des concessions afin de gagner le soutien de l'Espagne, en gardant le silence au sujet de Ceuta et Melilla. là, comme le note beaucoup d'observateurs notamment nationalistes, réside la première erreur du gouvernement marocain. Car si vraiment le Maroc compte récupérer les deux présides, il faut s'y mettre sérieusement et rompre avec sa gestion occasionnelle, prouvant ainsi le bien- fondé de ses revendications.

D'autre part, il y a lieu de prendre en considération l'importance des symboles dans les relations diplomatiques entre les deux états. Le gouvernement marocain fut surpris par l'annonce de la visite royale alors que les Princes d'Asturies inauguraient un centre Cervantes à Marrakech : la partie marocaine ne pouvait pas s'empêcher de penser que pendant qu'elle s'occupait de renforcer les relations culturelles susceptibles d'une meilleure compréhension et collaboration, l'autre partie n'a pas hésité à faire un pas provoquant le sentiment national des marocains, et ce à la veille de la fête nationale commémorant précisément l'anniversaire de la marche verte qui eut pour fruit la récupération du Sahara. C'était trop à supporter pour le Maroc, qui n'oubliera jamais l'humiliation que le gouvernement d'Aznar lui a fait subir lors de l'affaire de l'îlot Taoura/ Pérejl en 2002.

Ce qui explique à notre sens l'initiative marocaine de protester énergiquement pour faire comprendre aux voisins que la patience et la sagesse du Maroc ont des limites, surtout que la situation du pays était morose après les élections législatives peu convaincantes de septembre 2007, et la nomination d'un gouvernement objet de toutes les critiques et de tous les commentaires, et il est évident que le gouvernement espagnol est au courant de ces faiblesses politiques lui permettant d'agir de la sorte.

Mais il reste qu'il y a d'autres données qui feront de la réaction marocaine sans effet. La première est que le rapport de force est incontestablement favorable à l'Espagne sur tous les niveaux. Le Maroc est dépendant de son voisin à divers égards : des milliers de marocains y résident, et d'autres dizaines de milliers traversent l'Espagne chaque été pour passer leurs vacances au pays. Et le plus significatif est que justement les deux présides sont le champ d'une activité intense de contrebande, occupant une bonne partie des habitants des régions septentrionales du Maroc et constituant environ 40% de l'économie informel du pays, ce qui rend extrêmement sensible toute atteinte à cette activité suite à n'importe quelle initiative contre ces mêmes présides.

A ce propos les observateurs signalent qu'une bonne partie des habitants musulmans de Ceuta préfère rester sous domination espagnole, pour garantir leur niveau de vie élevé comparable au Maroc. Ainsi lors de la visite du Roi d'Espagne, il n'y a pas eu de manifestations hostiles dans les deux villes ; en plus, le nombre de ceux qui ont manifesté contre la visite aux frontières est beaucoup inférieur au nombre de ceux qui traversent quotidiennement ces frontières pour s'y approvisionner d'articles de contrebande. Tous ces gens ne s'intéressent nullement qu'à leur laisser le passage libre afin de gagner leur vie, loin des différents entre les politiques.

Reste à souligner que la position marocaine se sent forte juridiquement, et comme l'a rappelé le communiqué royal publié le 5 novembre, la réalité coloniale de Ceuta et Melilla ne peut acquérir de légitimité par la politique du

statu quo. Les autorités marocaines se trouvent dans une position confortable à la longue grâce à la similitude des problèmes de Ceuta et de Gibraltar, qui gène énormément l'attitude de l'Espagne: si Gibraltar est espagnole rien n'empêche Ceuta d'être Marocaine !.

En guise de conclusion, malgré cet épisode tourmenté des relations hispano-marocaines, le ton du discours des deux parties laisse une marge d'optimisme. Le Maroc et l'Espagne sont convaincus plus que jamais que la confrontation ne mènera nulle part. le Maroc est conscient de l'impossibilité pour lui d'avoir des problèmes avec ses voisins du Nord et de l'Est en même temps. Ce qui explique le retour à la normale et la satisfaction officielle et le soulagement populaire après la réussite des socialistes espagnols aux élections législatives de mars 2008.

Article paru dans *Arab historical review for Ottoman studies*, n° 34, 2006, publications de la fondation Temimi pour la recherche scientifique et l'information, Tunis, pp.

29-38.